



## L'éducation sexuelle à l'école ne répond pas assez aux besoins des élèves



SociétéTemps de lecture : 8 min

Laure Dasinieres — 11 février 2021 à 7h36

L'école enseigne la reproduction et les risques inhérents à la sexualité et met de côté des informations liées au plaisir ou à la diversité des pratiques. *«On nous a parlé des organes sexuels de manière parcellaire et schématique et de façon purement utilitaire»*, se souvient Tom, 18 ans. | Dainis Graveris via Unsplash

Temps de lecture: 8 min

*«Mon seul souvenir de l'éducation à la sexualité au collège, c'est d'avoir appris à mettre une capote sur une banane»*, se marre Alexandre, 16 ans, quand on lui demande de témoigner de son expérience.

Tom, 18 ans, revient également sur les carences de cette éducation: *«Lors de mes cours d'éducation sexuelle en 4<sup>e</sup>, nous n'avons jamais abordé les questions de consentement, de plaisir ou de diversité des sexualités. On nous a parlé des organes sexuels de manière parcellaire et schématique et de façon purement utilitaire, se souvient-il. En seconde, j'ai eu à nouveau trois heures d'éducation à la sexualité. Si nous avons étudié les choses sous un angle purement médical, j'ai surtout été choqué par les propos homophobes tenus par mon professeur.»*

La loi n'est pas appliquée

Insuffisance évidente des enseignements, discours orientés vers la prévention des risques, contenus normatifs et peu inclusifs, manque de pertinence par rapport aux attentes et aux besoins des élèves... Alexandre et Tom résument bien les écueils de l'éducation à la sexualité telle qu'elle est prodiguée dans une majorité des établissements scolaires. Ce en dépit de la loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 qui rend obligatoire une information et une éducation sexuelle dans les écoles, les collèges et les lycées à raison d'au moins trois séances annuelles et de la circulaire n° 2018-111 du 12-9-2018 qui entérine le fait que l'éducation à la sexualité doit être pluridisciplinaire, transversale et fondée sur les valeurs humanistes de liberté, d'égalité et de tolérance, de respect de soi et d'autrui.

*«Nous constatons chaque jour que la loi n'est pas appliquée»*, déplore Caroline Rebhi, coprésidente du Planning familial. *«Nous voyons régulièrement des jeunes femmes qui découvrent leur corps au moment d'une grossesse faute d'une éducation adaptée.»* Et



d'ajouter: *«Malgré la loi et la circulaire qui défendent une approche globale et positive, nous mesurons un gouffre énorme entre l'intention et la pratique. Les établissements font venir le Planning familial soit dans le cadre d'un projet d'établissement, soit, et c'est le cas le plus fréquent, quand il y a eu une grossesse non désirée au sein du lycée... C'est-à-dire trop tard.»*

«Nous voyons régulièrement des jeunes femmes qui découvrent leur corps au moment d'une grossesse faute d'une éducation adaptée.» Caroline Rebhi, coprésidente du Planning familial

Caroline Rebhi constate que malgré le développement de comptes Instagram et autres supports numériques à destination des jeunes, de nombreuses idées reçues perdurent: *«Beaucoup sont celles et ceux qui pensent que l'on ne peut pas tomber enceinte ou que l'on ne peut pas attraper d'IST au premier rapport, par exemple.»*

Elle remarque, en outre, que des questions relatives à la notion de consentement se posent. *«Les jeunes me demandent comment ils peuvent savoir que l'autre est consentant. Ils s'interrogent aussi sur les conséquences sociales de refuser un rapport sexuel, que l'on soit un garçon –supposé être toujours prêt et avoir toujours envie– ou une fille –qui pourrait craindre, par exemple, d'être taxée d'allumeuse si elle exprime un refus lors d'un rendez-vous.»*

Une approche hétéronormée

Gabrielle Richard, sociologue du genre canadienne basée à Paris et autrice de *Hétéro, l'école? Plaidoyer pour une éducation antioppressive à la sexualité*, déplore également un *«focus mis sur la reproduction et sur les risques inhérents à la sexualité»*. Ainsi regrette-t-elle que l'éducation à la sexualité ne soit pas davantage *sex positive* et qu'elle mette de côté des informations liées au plaisir ou à la diversité des pratiques: *«La sexualité est vue comme essentiellement pénétrative, procréative, potentiellement dangereuse et forcément hétérosexuelle. Les orientations "minoritaires" comme l'homosexualité, la bisexualité ou l'asexualité ont peu leur place et on se limite à la prise de risque qui y est associée. Quant à la question du genre, s'il en est fait mention, c'est d'ordinaire sur un mode binaire en mettant l'accent sur la complémentarité.»*

À l'heure de #MeToo, de la lutte pour l'égalité hommes-femmes mais aussi à un moment où 13% ds 18-30 ans rejettent la dichotomie homme/femme et le terme «non binaire» convient à 36% d'entre eux, la persistance d'un modèle éducatif essentiellement préventif et (hétéro)normatif pose de vrais problèmes.

Et ce en dépit du fait que les textes officiels concernant l'éducation à la sexualité posent pour objectifs de *«faire connaître aux élèves les dimensions relationnelle, juridique, sociale et éthique de la sexualité; d'accompagner leur réflexion sur le respect mutuel, le rapport à l'autre, l'égalité filles-garçons, les règles de vie en commun, le sens et le respect de la loi; le développement de l'exercice de l'esprit critique, notamment par l'analyse des modèles et des rôles sociaux véhiculés par les médias»*.

«Les questions de genre et d'orientation sexuelle sont intéressantes pour tout le monde: être cisgenre, c'est aussi une identité.» David, enseignant

Comme le note David, professeur d'histoire-géo et d'éducation à la sexualité en collège-lycée: *«Les questions de genre et d'orientation sexuelle sont intéressantes pour tout le monde: être cisgenre, c'est aussi une identité.»* En outre, questionner les stéréotypes et les attentes sociales liées au genre et les déconstruire, c'est promouvoir l'égalité et le respect mutuel, c'est lutter contre le sexisme et la phobie des LGBT+.

C'est aussi cesser de mettre de côté les jeunes LGBT+ qui ne peuvent se retrouver dans une éducation où l'on préjuge de l'hétérosexualité et de la cisidentité des élèves. *«On ne parle pas ou peu de ces sujets qui les concerne à l'école, regrette Gabrielle Richard. Ils sont déçus par cette silencieuse qui nie leur identité et/ou leurs questionnements.»*

Comment, dès lors, se construire quand l'institution scolaire vous place à la marge,



entretient des injonction à la conformité et des récits hétéronormatifs très forts? Face à ce constat d'insuffisances d'ordres divers, comment améliorer les choses pour offrir aux enfants et aux ados une éducation à la sexualité adaptée, pertinente et inclusive? Des bâtons dans les roues

Sans doute faudrait-il d'abord examiner les freins. Il y a bien sûr les résistances extérieures à l'école. On a ainsi vu des levées de bouclier des associations traditionalistes qui invitaient les parents à retirer leurs enfants de l'établissement le jour de la séance d'éducation à la sexualité. On a également assisté à une campagne de désinformation de la Manif pour tous qui a été jusqu'à développer en 2017 un site qui prétend recenser les supports utilisés dans les établissements et où elle dénonce «une atteinte à la pudeur, à l'intimité, au respect des enfants et des jeunes par le ministère de l'Education nationale» et considère que «cette prétendue "éducation sexuelle" véritable incitation à la débauche, est un viol des consciences». Il n'en a pas fallu davantage pour que les fake news se répandent: on apprendrait aux plus petits à se masturber, on voudrait que les garçons deviennent des petites filles et inversement, on ferait même l'apologie de la pédophilie...

Ce travail de sape, aussi violent et caricatural soit-il, n'est pas le seul frein. Il existe aussi, bien sûr, des réticences au sein des familles, soit pour des motifs religieux, soit parce qu'elles considèrent que l'éducation à la sexualité n'a rien à faire dans les écoles. «Il y a beaucoup de rumeurs qui ont circulé sur l'éducation à la sexualité», explique Caroline Rebhi.

«Il faut faire comprendre aux parents que l'éducation à la sexualité en maternelle ou en primaire, c'est un moyen de dépister les violences sexuelles.» Caroline Rebhi, coprésidente du Planning familial

«Il faut informer les parents et les associations de parents, marcher main dans la main avec eux, leur expliquer ce que nous faisons, ce qu'est la loi et ses contenus. Il faut leur faire comprendre, par exemple, que l'éducation à la sexualité en maternelle ou en primaire, c'est un moyen de dépister les violences sexuelles», ajoute-t-elle.

Des freins idéologiques, il en existe aussi au sein des établissements. «Tous les projets nécessitent d'être approuvés et validés par les responsables», expliquent Marie, professeure documentaliste et Émilie, professeure de SVT dans un collège-lycée de Seine-et-Marne. «Et même lorsque le projet est validé, il peut y avoir des obstacles: des élèves avaient monté un projet autour de l'identité de genre: leurs travaux affichés aux murs avaient été retirés par des gens de l'établissement alors que ça avait été approuvé.»

Des obstacles institutionnels

Au-delà, il existe des obstacles tout simplement institutionnels et pratiques, à commencer par le manque de temps: «L'éducation sexuelle n'est pas dans les programmes sauf en 4<sup>e</sup> et en seconde. Or, faire des choses en dehors du programme nécessite de trouver le temps. Un temps qui nous manque cruellement, signalent Marie et Émilie. Si l'on veut développer un enseignement transversal où tout ne repose pas, comme c'est souvent le cas, sur les épaules du professeur de SVT, il faut un gros travail de coordination entre les enseignants. Cela demande également du temps et de la bonne volonté.» Pour elles, il faudrait que l'éducation à la sexualité soit clairement inscrite dans les programmes scolaires de toutes les classes.

Un avis partagé par David: «Il ne faut pas que l'éducation à la sexualité reste un encart en marge des contenus officiels et uniquement basé sur la bonne volonté du corps enseignant et on ne peut pas se limiter à une séance en 4<sup>e</sup> et une en seconde.» Il explique que «l'éducation à la sexualité peut se faire dans toutes les matières et ce, pas nécessairement de manière appuyée. On peut, dans toutes les disciplines, utiliser des exemples mettant en scène des personnes LGBT+ de manière à rendre visible la



*diversité des genres et des orientations.»*

L'enseignant regrette également que les formations de formateurs au niveau des académies comme celle qu'il a reçue sont parfois très lacunaires et vectrices de clichés: *«J'ai eu droit à des perles, souffle-t-il. On nous a dit que la transidentité était une mode et que la bisexualité n'existait pas. C'est terriblement dangereux de former des gens de cette manière: qu'est-ce qu'ils vont aller raconter à leurs élèves?»*

*«On ne peut pas se limiter à une séance en 4e et une en seconde.»* David, enseignant

Gabrielle Richard note, de son côté, un sentiment d'illégitimité de la part de certains membres du corps enseignant et une peur de la maladresse: *«Ils considèrent souvent ne pas avoir assez d'informations de base et ont la crainte de perdre le contrôle de leur classe. Ils ne savent pas comment aborder pédagogiquement ces questions, ils craignent la gêne et les rires.»*

La sociologue regrette aussi la tendance qu'ont les enseignants et formateurs à faire des groupes non-mixtes: *«En partant d'une bonne intention, pour essayer de libérer la parole, on sépare les filles des garçons. Cela pose différents problèmes: la présomption de l'hétérosexualité des jeunes, la présomption de conformité au genre mais aussi l'idée que la sexualité de l'autre est un mystère.»* Un point de vue partagé par Caroline Rebhi: *«Les garçons et les filles se parlent rarement entre eux des questions de sexualité, ce qui alimente les stéréotypes. La mixité permet de démythifier ces questions et de discuter simplement.»* Il existe d'autres manières de libérer la parole, comme des boîtes à questions par exemple.

Évaluer les pratiques, prendre en compte les problématiques rencontrées par les enfants et les adolescents dans leur quotidien, mieux former les enseignants et formuler des attentes plus claires et moins subjectives des enseignements à la sexualité seraient autant de manières d'aller vers une éducation qui vise non le contrôle, mais l'épanouissement des jeunes tout en garantissant leur sécurité et leur bien-être.

